



PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

ARRETE

**Portant décision d'examen au cas par cas
en application des articles R.104-28 à R.104-32 du code de l'urbanisme**

Élaboration de la carte communale de SENONNES (53)

LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la directive 2011/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-3, L.300-6, R.104-1 et R.104-2, R.104-21 à R.104-25 et R.104-28 à R.104-33 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et dans les départements ;
- Vu** l'arrêté du préfet de région n°2016/SGAR/DREAL/44 en date du 18 mars 2016 portant délégation de signature à Madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas, reçue le 10 février 2016, relative à l'élaboration de la carte communale de la commune de Senonnes ;
- Vu** l'avis de l'agence régionale de santé en date du 18 février 2016 ;

Considérant que le territoire de la commune de Senonnes n'est concerné par aucune protection environnementale réglementaire ni aucune zone d'inventaire environnemental ;

Considérant que le projet de carte communale de Senonnes a pour objectif de permettre la construction de 20 à 24 nouveaux logements sur 10 ans, dans la poursuite du rythme moyen de construction de 2,3 logements par an observé depuis 2000 ;

Considérant toutefois que cet objectif aurait pu être en partie couvert par la réduction de la vacance, de l'ordre de 17 logements sur la commune, dont la carte communale indique qu'elle n'est pas mobilisable, sans proposer de plus explicites justifications ;

Considérant que le projet de carte communale se traduit d'une part par le comblement de 5 dents creuses dans le bourg, susceptibles d'accueillir chacune 1 logement, sur une surface totale de 0,36 ha, et d'autre part par la création de 2 secteurs d'urbanisation, l'un sur le site des arrières de la mairie, dans le prolongement du bourg, d'une surface de 0,53 ha, et l'autre le long de la rue des trois Préfets, d'une surface de 0,6 ha, en prolongement du lotissement existant au nord du bourg ;

Considérant que la carte communale précise que la station d'épuration existante sera remplacée par un nouvel équipement de type disques biologiques d'une capacité nominale de 275 équivalents-habitants permettant de traiter la charge d'effluents correspondant aux objectifs d'accueil de population nouvelle sur la commune ;

Considérant que le projet de carte communale, au vu des éléments fournis, ne peut être considéré comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil ;

DECIDE :

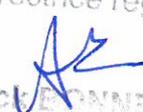
Article 1 : L'élaboration de la carte communale de Senonnes n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application des articles R.104-28 à R.104-32 (IV) du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et/ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

Article 3 : En application de l'article R.104-33 (IV) du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique.

Article 4 : La présente décision sera publiée sur les sites internet de la préfecture de région et de la DREAL.

Fait à Nantes, le 25 MARS 2016

La directrice régionale,

Annick BONNEVILLE

Recours gracieux :

Monsieur le préfet de la région Pays-de-la-Loire

6, quai Ceineray

BP 33515

44035 NANTES Cedex 1

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer

Adresse postale :

Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer

Grande Arche - Tour Pascal A et B

95055 Paris-La Défense cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Nantes

6, allée de l'Île-Gloriette,

BP 24111

44041 Nantes Cedex

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

